

Notre position

Communiqué du bureau national du POID

Le Parti ouvrier indépendant démocratique a été fondé pour défendre et exprimer les intérêts des travailleurs. Il lutte pour l'instauration d'un gouvernement ouvrier capable de prendre les mesures d'urgence qu'appelle la situation.

Il y a vingt-cinq ans était signé le traité de Maastricht. Durant ces vingt-cinq années, les gouvernements successifs de droite et de gauche ont provoqué une régression et une décomposition sociales et politiques sans précédent. **L'ordre du jour appelle le combat pour la démocratie par la convocation d'une Assemblée constituante.** C'est ainsi que le peuple pourra en finir une fois pour toutes avec la V^e République et l'Union européenne et décider du contenu et de la forme d'une République authentiquement démocratique (c'est pourquoi les militants du POID sont partie prenante, avec des travailleurs et des militants de toutes tendances, du *Mouvement pour la rupture avec l'Union européenne et la V^e République* constitué le 5 novembre 2016 et qui a manifesté le 18 mars au mur des Fédérés à Paris).

Partisan de la lutte de classe, le POID considère comme imprescriptible le droit des travailleurs à s'organiser et à combattre pour la défense de leurs droits et leurs acquis, ce qui inclut la défense de l'indépendance des organisations syndicales. **Des mois durant, des millions de travailleurs et de jeunes, unis avec les confédérations ouvrières CGT et FO (avec la FSU et Solidaires) se sont mobilisés pour le retrait de la loi El Khomri.** Des mois durant, des millions de travailleurs et de jeunes ont cherché la voie de l'unité par un mouvement général pour le retrait de la loi El Khomri.

L'immense majorité de la population a soutenu cette exigence. Malgré cela, le saucissonnage en quatorze journées d'action et le refus des dirigeants d'appeler à la grève jusqu'au retrait a permis au gouvernement d'imposer sa loi à coups de 49-3.

Aujourd'hui, cette loi commence à s'appliquer. Elle permet d'imposer partout la surexploitation et le travail supplémentaire non payé. Elle remet en cause les droits des salariés et l'existence des syndicats.

L'abrogation de la loi El Khomri est une exigence majoritaire dans le pays. Le coup de force de Hollande et Valls a provoqué un tel rejet que Hollande a renoncé à se présenter et que Valls a été éliminé de la course à la présidentielle. Ce qui les amène aujourd'hui à soutenir Macron contre le candidat de leur propre parti, coupable d'avoir « frondé » en refusant de voter cette loi. Sous une autre forme, cette continuité de la mobilisation de classe contre la loi El Khomri se reflète aussi dans l'affluence aux rassemblements de Jean-Luc Mélenchon.

C'est un fait : deux candidats se prononcent pour l'abrogation de la loi El Khomri.

C'est un fait : une majorité se prononce pour l'abrogation de la loi El Khomri.

C'est un fait : l'unité entre les deux candidats pour s'accorder sur une candidature unique pour l'abrogation de la loi El Khomri avait de fortes chances de susciter un élan permettant à la majorité d'imposer sa volonté de rupture avec la politique des gouvernements successifs. Bien que souhaitée par un grand nombre de travailleurs, jeunes, élus, militants syndicaux et politiques de toutes tendances du mouvement ouvrier, cette unité ne s'est pas réalisée.

Le POID n'a pas d'intérêts distincts de ceux de l'ensemble des travailleurs et des jeunes.

Au lendemain de la désignation de Hamon à la primaire, nous avons déclaré : « *Si l'accord se fait pour une candidature unique pour l'abrogation de la loi El Khomri, des millions de travailleurs et de jeunes y verront un appel à la mobilisation. Dans ce cas, le POID, qui ne partage pas les programmes de ces deux candidats, saura prendre ses responsabilités pour aider à réaliser un pas, même limité, sur la voie de la rupture avec la politique de Hollande-Valls-Cazeneuve aux ordres du capital financier.* »

Nous sommes à la veille du premier tour de l'élection présidentielle. Plus que jamais, nous affirmons que l'unité pour l'abrogation de la loi El Khomri est une urgente nécessité.

Nous nous adressons à toutes et à tous : travailleurs, jeunes, militants du mouvement ouvrier, tous, nous voulons en finir avec cette politique de misère, de chômage et de destruction qui enfonce chaque jour davantage la majorité, tandis qu'une poignée de profiteurs, de banquiers, d'actionnaires et de spéculateurs s'engraissent toujours plus.

Tous, nous voulons le retrait des troupes françaises d'intervention à l'étranger et l'arrêt des guerres contre les peuples dans lesquelles le gouvernement nous entraîne, suspendu aux exigences de Trump, c'est-à-dire du capital financier.

Travailleurs, jeunes, ne nous laissons pas diviser. Quel que soit le choix de chacun (et quel que soit le résultat du 23 avril), il faudra bien que la classe ouvrière soude ses rangs pour balayer cette politique.

Aux travailleurs, aux jeunes, aux militants, qui nous interrogent sur notre « consigne de vote », nous répondons :

– Bien évidemment, les travailleurs n'ont rien à attendre d'un vote en faveur des candidats revendiquant ouvertement le soutien des capitalistes et des banquiers (Macron, Fillon) ou porteurs d'une volonté de division et d'opposition entre les travailleurs suivant leurs origines (Le Pen).

– Le fait est qu'aujourd'hui des millions de travailleurs et de jeunes s'apprêtent à voter Mélenchon, d'autres à voter Hamon. Tandis que d'autres encore, en l'absence d'une perspective claire fondée sur l'unité et la rupture, veulent exprimer par l'abstention leur rejet de ce régime agonisant.

Travailleurs, jeunes, quel que soit votre choix, ne nous laissons pas diviser.

Quel que soit le président élu, ce régime failli et corrompu de la V^e République est condamné : il devra être balayé. Unis sur leurs revendications et leurs aspirations, les travailleurs et les jeunes en ont les moyens. C'est au service de cet objectif que nous travaillons à construire un parti ouvrier. Travailleurs, jeunes, n'écoutez pas ceux qui vous disent que les syndicats et les partis sont des formes d'organisation dépassées. La classe ouvrière n'est forte qu'à la condition d'être organisée, en toute indépendance vis-à-vis de l'État, des patrons, du gouvernement. Elle a besoin de syndicats indépendants.

Elle a besoin aussi de partis exclusivement au service de ses intérêts.

Ensemble, construisons le parti ouvrier indispensable pour aider à résoudre la crise dans un sens favorable aux intérêts de la majorité.

**À bas la V^e République et l'Union européenne !
Unité pour l'abrogation de la loi El Khomri !**

Travailleurs, militants, jeunes, nous vous invitons à participer aux assemblées ouvertes du Parti ouvrier indépendant démocratique qui prépare son II^e Congrès (24-25 juin à Paris), assemblées ouvertes au libre débat entre travailleurs et militants de toutes les tendances du mouvement ouvrier.

Le bureau national du POID, le 18 avril 2017